



*Déclaration de la FSU au Comité Technique Académique (CTA) du 18 décembre 2019*

*Madame la Rectrice,*

*Nous sommes au lendemain d'une grève massive et notamment dans l'Education Nationale. Le refus de ce projet de retraite par points est massif dans la profession que les agents l'aient exprimé par la grève par la manifestation ou par la participation aux heures syndicales. Les pertes prévues sont bien claires quand les prétendues contreparties sont bien floues, bien lointaines et pour la plupart repoussées après les prochaines élections présidentielles. Quand il a fallu 6 mois pour supprimer l'ISF, il faudrait entre 15 et 20 ans pour adresser des contreparties à une seule partie des agents de l'éducation nationale alors que toutes les comparaisons internationales signalent la faiblesse de nos salaires.*

*Les systèmes indemnitaires (HS, IMP) tels qu'ils fonctionnent actuellement sont très majoritairement inégalitaires entre hommes et femmes. Le développement de ceux-ci ne peut que nous inquiéter. La prise en compte de l'ensemble de la carrière va pénaliser un très grand nombre de personnels.*

*La revalorisation légitime attendue par les enseignant-es depuis trop longtemps n'est pas une éventuelle compensation des pertes de pension... Il s'agit bien de revaloriser tout le monde, sans contrepartie sur notre temps de travail, sans introduction de la notion de mérite et sans redéfinition de nos missions.*

*A cela s'ajoute la mise en œuvre de la réforme du lycée qui engendre un profond ressentiment de la profession envers son administration qui l'amène à faire du « mal travail » : ouverture de la BNS repoussé, nombre de sujets limité ou parfois indigents, surcharge administrative pour nombre de personnels (chefs d'établissements, secrétaires, enseignants, etc.)... A cela s'ajoute également les suppressions de postes notamment dans le second degré annoncés au CTM de ce jour alors que sont prévus des élèves supplémentaires.*

*Tout cela amène la délégation FSU à continuer de participer aux mouvements dans les établissements.*

*La FSU appelle les agent-es de la Fonction publique à amplifier les mobilisations avec l'ensemble des salarié-es et des jeunes pour faire reconnaître la nécessité d'un système de retraites plus juste et la profession ne se satisfera pas d'éléments de langage répétés à l'envi dans les débats, dont celui de Nancy avec des enseignants et enseignantes est l'illustration.*

*Face à ce contexte social la FSU ne siègera pas à ce CTA.*